

Le Groupe de cautionnement : éléments de fond

Le Groupe de cautionnement (*Assurance Group*) se compose de personnalités reconnues, issues de groupes-clés d'ayants droit et chargées de l'évaluation par des collègues des activités du projet MMDD. Il supervise la conception, la conduite et les aboutissements du projet et offre périodiquement ses conseils au Groupe de travail. Sa responsabilité essentielle porte sur le cautionnement du projet. Il s'agit de garantir la qualité et l'intégrité du travail en le faisant évaluer par des collègues. Il soumet à cette procédure le contenu, la conduite et la conception du projet et offre périodiquement ses conseils au Groupe de travail. Il rend compte au WBCSD par l'intermédiaire du Coordinateur du projet.

Notices biographiques

Roger Augustine

Fondateur et président de l'Institut international de technologie RedSky (International) à Miramichi (Canada), Roger Augustine est conseiller spécial auprès du Chef national de l'Assemblée des nations premières (ANP), conseiller en développement économique de l'ANP (l'ANP est l'organe dirigeant des premières nations du Canada, qui sont plus de 620) et continue de travailler comme consultant auprès du centre de réhabilitation et de lutte contre la drogue et l'alcoolisme *Rising Sun Drug and Alcohol Abuse Center* d'Eel Ground, dont il fut le créateur. Il préside un cabinet de consultants experts en gestion et en développement économique des groupes indigènes, spécialisé dans les dossiers d'évaluation de retombées écologiques. Roger a dirigé toute une gamme variée d'organisations, de commissions et de projets où l'accent était mis sur les questions foncières indigènes et sur la formulation et la promotion de politiques relatives aux problèmes d'environnement dans les communautés indigènes et non-indigènes — il est membre de la Commission des revendications autochtones du Conseil des ministres depuis 1992. Son travail l'a amené à voyager énormément dans tout le Canada pour que soient satisfaites les revendications foncières indigènes. En 1997, Roger a organisé la Conférence environnementale internationale de Miramichi, qui comptait, parmi ses plus de 300 délégués, des représentants des Enfants de Chernobyl et de l'Assemblée des nations premières.

Patricia Caswell

Patricia Caswell est depuis cinq ans la directrice générale nationale de *PLAN International* Australie. *PLAN International* est une des plus anciennes et des plus importantes organisations d'aide et de développement œuvrant pour un développement durable au sein des communautés les plus défavorisées du monde entier.

Elle bénéficie d'une expérience des plus variées : enseignante en sociologie et en art dramatique, dirigeante syndicale et actrice-clé du mouvement australien pour la sauvegarde de la nature en tant que directrice générale de la Fondation australienne de conservation. Elle a aussi une longue expérience du mouvement syndical, assumant une fonction dirigeante au Syndicat des enseignants du techniques de la province de Victoria, et un poste permanent d'élue comme spécialiste des relations sociales, au sein du Conseil syndical de cette province, tout en faisant partie de l'organisme dirigeant du Conseil des syndicats australiens.

Douglas Fraser

Douglas Fraser est actuellement consultant libéral, fournisseur d'orientations et de conseils pour l'application stratégique des modalités d'action durable en affaires. Ancien vice-président chargé du développement durable de la société minière Placer Dome Inc., Douglas eût la responsabilité de l'élaboration de la politique de l'entreprise en ce domaine ainsi que du respect des principes du développement durable dans toute l'organisation. Outre son diplôme d'ingénieur des mines, il bénéficie d'une très riche expérience de l'exploitation minière. Quand il était directeur de mine en Papouasie Nouvelle Guinée, il s'est occupé des indemnités foncières, des relations avec les communautés locales, du développement de l'économie, des activités pour la jeunesse et de programmes d'autonomisation des femmes, tout en étant responsable de toutes les opérations minières (souterraines comme à ciel ouvert) et du traitement du minerai. Il a aussi une expérience de première main en matière de résolution des conflits et de sécurité des sites.

À Placer Dome, il a collaboré avec les services de prospection, des études de projets, de la construction et de l'exploitation minière afin d'intégrer aux business plans les principes de la durabilité. Il tire son expérience des dossiers de durabilité de terrains aussi divers que la Russie, l'Afrique du sud, le Chili, le Venezuela, le Niger, les Philippines, la Papouasie Nouvelle Guinée, l'Australie, les États-Unis et le Canada.

Douglas est ancien président de l'Association minière de la Colombie britannique (Canada). Il fut chargé de cours invité dans l'université de cette province, où il est le doyen du Conseil consultatif des sciences appliquées.

Jay Hair

Jay Hair est chercheur principal à l'Institut des ressources mondiales (*World Resource Institute*) Il conseille aussi des organisations préparant des initiatives d'e-commerce. Voici dix-huit mois qu'il est vice-président exécutif de GreaterGood.com, Inc., une société d'e-marketing basée à Seattle et travaillant pour diverses grandes causes. Auparavant, il était lié au cabinet juridique Perkins Cole, y effectuant des audits de conformité environnementale et sociale auprès d'entreprises du secteur privé et auprès du groupe de la Banque mondiale.

De 1981 à 1995, Jay Hair fut directeur général de la Fédération nationale de la faune (*National Wildlife Federation* ou *NWF*, USA) et vient tout juste de quitter le poste de président de l'Union mondiale pour la nature. Sous sa présidence, la NWF s'est dotée d'un Conseil des entreprises pour la sauvegarde de la nature afin d'améliorer la communication des dossiers écologiques auprès du monde des affaires, ainsi que d'une Division des affaires internationales pour traiter les questions environnementales d'ordre planétaire. Son rôle à la tête de la NWF en a fait une puissance majeure au sein du mouvement d'intégration des préoccupations d'entreprise à la négociation des accords de libre échange et en 1991 il fut nommé membre du Comité consultatif chargé de la politique en matière d'investissement (*INPAC*) auprès du négociateur commercial américain. En 1993, il fut nommé au Conseil chargé du développement durable auprès du Président des États-Unis et co-président de son groupe de travail sur les principes, les buts et les définitions. Il a à son actif un grand nombre de publications sur les questions d'environnement.

Antonio La Vina

Le professeur Antonio La Viña est actuellement directeur du programme sur les ressources biologiques de l'Institut des ressources mondiales (*World Resource Institute*). Avant d'accepter ce poste en août 1998, il était Sous-secrétaire d'État chargé des affaires juridiques et législatives

au ministère de l'environnement et des ressources naturelles des Philippines, où il joua un rôle actif essentiel dans l'élaboration de politiques nouvelles en matière minière, forestière, d'exploitation des ressources marines, de changement climatique et de biodiversité, mettant l'accent sur les droits des communautés et tout particulièrement ceux des populations indigènes. Il a aussi fait œuvre pionnière, aux Philippines, en y introduisant l'usage d'approches consensuelles dans la résolution des litiges et conflits environnementaux. Il fut, de 1996 à 1998, négociateur-en-chef des Philippines lors de la mise en application des conventions internationales sur la diversité biologique et sur le changement climatique et, sur ces questions, un des négociateurs de pointe des pays en développement. Le professeur La Viña, qui a obtenu ses diplômes de juriste à l'École de droit de l'université de Yale (USA), est auteur ou co-auteur de plusieurs ouvrages et articles sur le droit et la politique de l'environnement. Il fut, en 1988, l'un des fondateurs du Centre de documentation sur le droit et les ressources naturelles — Kasama sa Kalikasan/Friends of the Earth Philippines et a travaillé à divers titres avec cette organisation écologique de pointe, de 1988 à 1995. Il est professeur associé (en congé) du Collège de droit de l'Université des Philippines et a donné des cours de droit et de politique de l'environnement à l'Université Ateneo de Manille et au San Sebastian College.

Daniel Meilan

Daniel Meilan vient tout juste de quitter le poste de Sous-secrétaire d'État aux mines d'Argentine. Il obtint en 1975 sa licence en géologie et commença alors des travaux de prospection pour différentes compagnies minières d'Argentine australe. Il fut ensuite employé pendant 11 ans par la Banque nationale argentine, dans le secteur des investissements miniers. Ayant ensuite passé plusieurs années comme consultant auprès d'entreprises privées, il fut nommé conseiller auprès du Secrétariat d'État aux mines puis Secrétaire exécutif de l'Institut national des techniques minières.

En 1994, Daniel a été nommé au poste minier le plus élevé d'Argentine : Sous-secrétaire d'État aux mines. Il a joué un rôle important dans l'élaboration du traité minier transfrontalier argentino-chilien, qui a facilité la mise en valeur de plusieurs grands filons minéraux situés le long de la frontière entre les deux pays tout en fournissant une impulsion majeure pour la résolution de vieilles disputes frontalières et d'autres questions pendantes entre le Chili et l'Argentine. On considère maintenant ce processus comme un modèle applicable à d'autres régions.

En tant que Sous-secrétaire d'État, Daniel s'est aussi attaché à la restructuration du régime juridique et réglementaire minier de l'Argentine et à l'élaboration d'un grand projet impliquant la Banque mondiale en vue du développement d'une base de donnée en ligne et du renforcement institutionnel de ce pays, ainsi que la réalisation d'autres activités visant à y créer un contexte moderne et efficace pour l'exploitation minière.

Titulaire d'une maîtrise d'ingénieur des mines, il travaille actuellement comme consultant à Buenos Aires.

Glen Miller

Glen Miller est l'actuel directeur du programme de troisième cycle en sciences et dimensions sanitaires de l'environnement de l'Université du Nevada à Reno, poste où il fut nommé en 1995. Ses liens avec l'université datent de plusieurs années, depuis ses débuts comme enseignant en 1978 jusqu'à son accession au titre de Professeur en 1989. Il est membre de plusieurs associations professionnelles, dont Sigma Xi et l'Association américaine pour le progrès

scientifique. Il a fait partie de différents comités consultatifs et groupes d'évaluation et préside le Comité des la Société américaine de la chimie.

Glen écrit et publie abondamment et on compte parmi ses ouvrages les plus récents *Nutrient enhanced passive bioreactor for treatment of acid mine drainage* et *Closure, remediation and management for precious metals heap leach facilities*, University of Nevada 1999 et « Reactivity of certain organophosphorus insecticides toward hydroxyl radicals at elevated air temperatures » *Journal of Agricultural and Food Chemistry* (à paraître). Il a reçu, entre autres distinctions, le Thornton Peace Prize (1982) et le titre de « Préservateur de l'année » décerné en 1995 par la Fédération de la faune du Nevada.

Duma Nkosi

Trois ans après son élection au parlement sud-africain, Duma Nkosi fut élu en 1997 au poste délicat de président de la Commission parlementaire ministérielle sur les ressources minérales et de l'énergie. Il est à ce titre responsable du bon fonctionnement de cette commission, devant assurer qu'elle remplisse ses fonctions de surveillance du Ministère des ressources minérales et de l'énergie, de supervision des processus législatifs en ce domaine et de toute autre question afférente à ce ministère et/ou aux institutions qui lui sont liées. Duma est une personnalité bien connue de la scène minière sud-africaine, car il est aussi membre du Conseil de direction de l'Institut de formation aux mines et à l'énergie (*Minerals and Energy and Training Institute — MEETI*) et du comité de direction du projet KWAGGA du Centre de politique minière et énergétique (*Minerals and Energy Policy Centre — MEPC*). Ce projet vise à accroître la participation à la formulation de la politique d'exploitation des ressources minérales et à l'activité minière, de groupes exclus auparavant.

Le travail parlementaire de Duma s'enracine dans sa rude histoire de militant politique, participant à la lutte de libération de l'Afrique du Sud. C'est son implication dans ce combat qui lui valut d'assumer encore très jeune des fonctions dirigeantes tant au sein du mouvement syndical que dans l'ANC. L'expérience ainsi acquise en matière d'organisation lui permet de gérer les aspects ardu d'un des secteurs les plus complexes de l'économie sud-africaine.

Maria Ligia Noronha

Économiste, Maria Ligia Noronha est membre de la section d'analyse des politiques de l'Institut Tata de recherche sur l'énergie (*Tata Energy Research Institute — TERI*) basé à Goa en Inde et dirige le Centre régional occidental du TERI. Elle s'occupe là de plusieurs secteurs : comptabilité des ressources naturelles, secteur minier, intégration des questions environnementales à la planification des projets et à la gestion du littoral, élaboration d'indicateurs de performance en matière environnementale et sociale, analyse et cartographie participatives, analyse des politiques énergétiques et de l'interface énergie-environnement (tout particulièrement les questions liées au changement climatique et à l'élévation du niveau des mers). Ses projets actuels sont le projet Macarthur : « Population, consommation et environnement : scénario de lieu touristique » et le projet « Fondation environnementale et sociale pour une région minière » de l'Association des exportateurs de minerai de Goa.

Elle publie beaucoup et s'intéresse particulièrement à l'économie politique du développement, à l'interface entre les problèmes d'environnement et le développement, aux politiques et aux emplois des ressources naturelles, à l'économie politique des affaires Nord-Sud (tout spécialement les transferts de technologie), à la politique internationale de l'environnement et à la formation et la mise en application des régimes réglementaire en ce domaine.

Manuel Pulgar-Vidal

Manuel Pulgar-Vidal est depuis 1994 directeur général de la Société péruvienne pour le droit de l'environnement (SPDA), dont on peut dire qu'elle est la plus importante et la plus influente organisation juridique d'Amérique Latine en matière d'environnement. Auparavant, il fut le Coordinateur général de la SPDA (1990-1994) et le conseil juridique d'une société minière (1986-1989). Manuel est spécialiste de la politique de l'environnement, mettant surtout l'accent sur la promotion du dialogue entre le public et le secteur privé (entreprises à but lucratif ou non lucratif) ainsi que de la prévention des pollutions dans les secteurs productifs (mines et pêcheries en particulier). Il intervient fréquemment comme consultant auprès d'organisations nationales et internationales de politique environnementale au Pérou et dans toute l'Amérique latine : Conseil national de l'environnement (CONAM, autorité nationale péruvienne en matière d'environnement), USAID, PND, Dames & Moore, Banque mondiale, BID, mission de la GTZ (coopération allemande) au Paraguay, Institut des ressources mondiales (*World Resource Institute*) et bureau régional du PNUE. Il est aussi réputé pour sa participation à de nombreux forums nationaux et internationaux.

En tant que directeur général de la SPDA, Manuel est responsable de sa gestion institutionnelle, de l'évaluation, de la supervision et de la réalisation de ses projets de politique environnementale, de la recherche de fonds, de sa liaison avec le Congrès (parlement) péruvien, et de ses activités de conseil en matière de politiques nationales et internationales. Il supervise aussi le programme de politiques environnementales de la SPDA.

Léon Rajaobelina

Léon Rajaobelina est actuellement directeur général du programme malgache de *Conservation International* après avoir occupé plusieurs postes-clés tant au sein du secteur public de Madagascar qu'à l'international. Après des études supérieures en finances publiques, il s'est surtout consacré, dans le secteur public, à la politique macroéconomique, ce qui aboutit à sa nomination comme Directeur général du département de l'économie au sein du Ministère de l'économie et des finances (1972-1973) avant d'être nommé ministre des finances et du budget (1989-1991). Cette carrière nationale a eut son pendant internationale (et prestigieuse) puisqu'il fut de 1966 à 1972 Directeur général par alternance du Fond monétaire international. Par la suite, il fut ambassadeur de Madagascar aux États-Unis, de 1983 à 1989. Plus récemment, il s'est écarté du secteur public en allant faire l'expérience de l'industrie minière, comme conseil financier indépendant auprès de la filiale d'une des plus grandes sociétés minières. Il tint ce rôle pendant trois ans parallèlement à sa fonction de Directeur général de *Conservation International* à Madagascar — autant de facteurs constitutifs de la richesse et de la variété de l'expérience que Léon apporte au projet MMDD.

Damien Roland

Damien Roland est responsable du secteur minier à la Fédération internationale des syndicats des travailleurs de la chimie, de l'énergie, des mines et des industries diverses (FICEM) basée à Bruxelles. Ce secteur minier compte quelque quatre millions de membres travaillant dans des mines et des carrières du monde entier et adhérents à plus de 80 organisations différentes. Damien participe aussi à la formulation des politiques, aux tâches de représentation générale, aux activités de recherche, à l'organisation de campagnes de solidarité, aux activités concernant la sécurité et la médecine du travail ainsi que l'environnement. Il fut auparavant le Secrétaire de la Fédération européenne des mineurs et le Secrétaire général adjoint de la Fédération internationale des mineurs.

Antérieurement, il avait été conseiller du Conseil de coordination des syndicats sud-africains, s'occupant de liaison, de développement institutionnel et de la formulation de la Charte des droits fondamentaux des travailleurs d'Afrique australe. Il fut aussi directeur adjoint du service des projets de la Confédération internationale des syndicats libres. Il a été Secrétaire du Groupe des travailleurs au sein de divers comités du BIT et fut membre du groupe d'action en politique sociale « Partenaires du charbon » (*Partners in coal*), chargé d'examiner l'impact social de la restructuration de ce secteur en Europe centrale et orientale.

Charles Secrett

Charles Secrett, un des principaux environmentalistes britanniques, est depuis 1993 le Directeur général de *Friends of the Earth (FOE)*, les Amis de la terre du Royaume-Uni. Il est réputé aussi bien pour ses fréquentes interventions en public que pour ses publications, toutes traitant un vaste éventail de question écologiques.

Charles a fait de la recherche environnementale et a travaillé sur des enquêtes en Malaisie, au Nigéria, au Brésil, au Costa Rica et au Nicaragua. Il est membre du principal organe consultatif du gouvernement britannique en matière de développement durable, la « Table ronde du Royaume-Uni sur le développement durable » (*UK Round Table on Sustainable Development*), depuis sa création en 1994.

Son travail pour l'environnement débuta en 1980 quand il dirigea la campagne menée par FOE sur le thème de la faune et on compte parmi ses réussites la conceptualisation et le lancement de la première campagne internationale en faveur de la forêt tropicale et équatoriale, « Save the rainforests » (1985). L'aspect prééminent de son travail réside dans plusieurs publications, dont *Protecting the planet's richest resource — saving the rainforests* (FOE, 1985) et *Making the environment work : jobs and environmental investment* (Employment Policy Institute, 1999).

En tant que directeur général de FOE, Charles fut intimement mêlé à la restructuration interne de cette organisation, qui a permis à cette dernière d'être bientôt reconnue comme le plus efficace des groupes environnementaux de Grande-Bretagne. L'axe central du nouveau travail de FOE consiste à établir un lien entre les questions environnementales et la justice sociale et à galvaniser partout les énergies citoyennes par des campagnes à base communautaire.

Oswaldo Sunkel

Oswaldo Sunkel est actuellement professeur d'économie à l'Université du Chili, où il dirige le Centre d'analyse des politiques publiques. Il est aussi conseiller spécial du Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEALC) et Président de la CINDE (Société de recherche pour le développement). Sa participation aux travaux de la CEALC remonte à 1952; par la suite, il fut le fondateur et le premier directeur du bureau de la CEALC au Brésil (1959/1961), avant de co-fonder l'Institut d'Amérique Latine pour la planification économique (ILPES), affilié à la CEALC. Il mit sur pied les programmes de formation à la recherche de cet institut, ayant été nommé coordinateur du programme « Développement environnement », activité conjointe de la CEALC et du PNUE (1978/1988).

Sa carrière universitaire a débuté en 1955 à la Faculté d'économie de l'Université du Chili. En 1966, il a fondé l'Institut d'études internationales de cette université. Il a été professeur invité dans plusieurs universités et centres de recherche d'Amérique Latine, des États-Unis et d'Europe, en particulier à l'Institut d'études du développement de l'Université du Sussex (Grande-Bretagne) entre 1975 et 1986. Ses très nombreuses publications portent sur l'inflation, le développement, les relations internationales, l'histoire économique et le développement

durable. Il fut titulaire de la Tinker Chair (Université du Texas, Austin, 1975), a reçu le titre de Bacardi Eminent Scholar (Université de Floride, Gainesville, 1993), fut lauréat du prix Kalman Silvent de l'Association américaine d'études latino-américaines en 1984) et est devenu en 1992 membre de l'Académie nationale des sciences sociales du Chili.

Helmut Weidner

Le professeur Weidner travaille depuis 1978 comme chercheur principal au Centre de recherche en sciences sociales de Berlin. Il s'intéresse surtout aux politiques de l'environnement de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne, de la Hollande et du Japon, aux méthodes d'évaluation des politiques de l'environnement, aux modes alternatifs (en particulier la médiation) de résolution des litiges, à l'analyse des réussites écologiques, au renforcement des capacités dans le domaine de l'environnement, au triptyque « mondialisation, société civile et nouvelles formes de gouvernement » et à la coopération en matière d'environnement. Il est directeur ou codirecteur de plusieurs enquêtes comparatives transnationales menées sur les rapports entre politiques de l'environnement et vie dans les pays industriels avancés. Il a travaillé au Mexique comme consultant sur des questions de politique environnementale. Il fut expert étranger nommé par le gouvernement suisse pour l'évaluation du Programme nationale suisse de recherche sur l'environnement. Helmut Weidner est l'auteur de nombreuses publications sur les politiques de l'environnement et sur la résolution des litiges. Il est actuellement co-responsable de deux grands projets de recherche : « Renforcement des capacités de 18 pays dans le domaine de l'environnement » et « Travail et écologie : recherche interdisciplinaire sur le développement durable »

Doug Yearley

Douglas Yearley est président émérite de la Phelps Dodge Corporation, où il a commencé à travailler en 1960 comme ingénieur d'études et où il eut l'occasion d'assumer plusieurs responsabilités essentielles, en 40 ans de carrière dans cette entreprise qu'il dirigea pleinement de 1989 à 1999, étant aussi président du conseil d'administration de 1989 au 3 mai 2000.

Douglas obtint en 1958 une licence d'ingénieur métallurgiste à l'Université Cornell (New York) et prit part au programme de développement managérial de la Harvard Business School.

Actif au sein de tout un éventail d'organisations entrepreneuriales et professionnelles, il est membre du conseil de J. P. Morgan & Co. et de la Morgan Guaranty Trust Company, de Lockheed Martin, de la société USX, du Conseil international des métaux et l'environnement (CIME) et du Centre pour un développement économique compatible, section spéciale de *Nature Conservancy*. Il est membre du *Business Council*.